

Où va l'agriculture française ?

FICHE **QUESTIONS SUR...** n° 12.10.Q07

Mots clés : transformations agriculture française - incertitude - anticipation

Les agriculteurs français sont préoccupés par l'évolution du monde.

En effet, au-delà des difficultés conjoncturelles, que leur réserve l'avenir ? Quelles sont les difficultés auxquelles ils auront à faire face ? Quels sont les changements inévitables auxquels ils doivent se préparer ?

Les réponses ne sont pas évidentes, mais ignorer ces interrogations serait très dangereux.

Une agriculture toujours en mouvement

L'agriculture française n'est pas figée, bien au contraire. Elle évolue même sans cesse :

- la surface agricole disponible diminue lentement, mais régulièrement ;
- la taille des exploitations augmente ;
- les divers statuts sociétaires prennent le pas sur l'exploitation familiale ;
- le capital investi dans les exploitations augmente, avec des machines plus performantes ;
- les producteurs s'adaptent à une demande des consommateurs qui change de plus en plus vite.

Comme elle le fait depuis plus d'un demi-siècle, l'agriculture française poursuit donc sa transformation et sa modernisation. Mais elle doit aussi intégrer la préparation des évolutions futures, qui vont nécessiter de profonds bouleversements dans toutes les exploitations et dans tous les systèmes de production.

De nombreux périls en perspective

Un monde extérieur lourd de menaces inquiète à juste titre les agriculteurs qui sont dans l'obligation d'y faire face :

- les inéluctables changements climatiques s'accompagnent de graves dérèglements locaux, et peuvent expliquer le plafonnement des rendements de plusieurs cultures ;
- la demande des marchés français, européens et internationaux évolue vite, ce qui ne facilite pas les anticipations ;
- la concurrence européenne et internationale s'accroît rapidement et agressivement ;
- il n'existe aucune protection contre la volatilité des prix de vente et celle des intrants ;
- la *Politique Agricole Commune* (PAC) apporte une aide bienvenue, mais au prix de beaucoup de complications administratives.

Les attentes des consommateurs et des citoyens

Les Français veulent protéger leur pouvoir d'achat, mais ils sont également soucieux de leur santé et donc de la qualité sanitaire des produits qu'ils consomment.

Ils sont devenus très attentifs à la protection de la planète, mais aussi à celle de leur environnement proche.

Ces multiples préoccupations visent notamment à :

- la possibilité d'accéder à des prix bas pour tous¹ ;
- la disposition de produits sains, locaux et peu transformés ;
- la contestation des méthodes de travail des agriculteurs, notamment l'usage de pesticides,
- la réduction de l'émission de gaz à effet de serre dans le secteur agricole.

¹ Ce souhait, ainsi que la concurrence entre les grandes enseignes de supermarchés pour y répondre, compressent les marges des industries agroalimentaires. Ces dernières sont souvent contraintes de limiter leurs investissements de modernisation ; il en résulte une moindre compétitivité par rapport à leurs concurrents étrangers, et une perte de parts de marchés de la France dans ce secteur.

La réponse des agriculteurs à ces différentes revendications sera compliquée et toujours incomplète, laissant inévitablement de nombreux citoyens insatisfaits. En effet, protéger les sols et les eaux, respecter la biodiversité, améliorer le bien-être animal et lutter contre le réchauffement climatique, tout en produisant des aliments sains et bon marché, constituent un challenge difficile.

Les agriculteurs doivent donc se préparer à bien des difficultés

Face à cet environnement mouvant et aux multiples doléances qui se manifestent, les agriculteurs vont devoir naviguer entre de nombreux écueils et procéder à des arbitrages difficiles, avec notamment :

- la réduction des risques dus aux aléas climatiques : en jouant la diversification des productions, la modification des méthodes de travail du sol, l'irrigation ou le recours à des assurances privées ;
- une meilleure organisation professionnelle pour défendre les prix de vente face à la pression permanente des industriels et de la grande distribution ;
- la réponse aux multiples critiques de la société civile, en acceptant le dialogue avec les contestataires.

Le métier d'agriculteur n'a jamais été facile. Depuis deux ou trois générations, il reposait sur l'accroissement des rendements et de la productivité du travail ; or cette seule reproduction du passé ne suffit plus : il va falloir remettre en question toutes les certitudes, et innover dans un monde qui change vite.

Le grand écart des pouvoirs publics

Bien que le nombre d'exploitations et le poids politique des agriculteurs ne cessent de diminuer, les gouvernements successifs sont toujours restés très attentifs à l'évolution et aux réactions du monde agricole et rural. Mais ces gouvernants doivent naviguer entre de nombreux écueils, car on leur demande toujours plus, et même parfois tout et son contraire : ainsi comment arbitrer entre l'illusoire souveraineté alimentaire et la profitable mondialisation du commerce agroalimentaire ?

Au jour le jour, le gouvernement doit sans cesse être attentif et prêt à intervenir sur :

- le revenu des agriculteurs, et les difficultés de tel ou tel groupe de producteurs ;
- la contribution de l'agriculture à la réduction du déficit des échanges ;
- les inévitables interdictions de produits dits dangereux, face à la nécessaire poursuite de l'activité agricole ;
- les souhaits d'une société civile multiforme et très urbanisée, mais bien peu consciente des réalités du terrain pour le monde agricole ;
- la gestion de la PAC, mais aussi l'application des recommandations du *New deal* ;
- les négociations en vue de créer un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe, l'introduction de clauses miroir ou le développement d'une agriculture à bas carbone peu émettrice de gaz à effet de serre.

Comment faire le tri entre les changements structurels qu'il faut accompagner et les multiples incidents qui ponctuent régulièrement l'activité agricole ? Comment arbitrer entre les demandes justifiées et celles qui le sont moins ? Comment associer l'image des produits français de qualité et la vocation exportatrice de produits banaux sur le marché mondial ?

Les voies de l'avenir

Les agriculteurs français ont assurément acquis une grande expérience professionnelle. C'est un atout qu'il faut préserver et valoriser.

L'agriculture française a su aussi tirer profit de la spécialisation des différentes régions ou terroirs, née des conditions naturelles et de l'acquis du passé. Dans ce contexte, les producteurs doivent donc continuer de faire ce qu'ils savent bien faire, et éviter les voltefaces ou les tentations de changements de pied complets.

Néanmoins, on a vu que d'importants changements se produiront dans les toutes prochaines années : il faut donc s'y préparer.

Le niveau des prix de marché reste déterminant pour tous les agriculteurs. Or ces prix semblent orientés à la hausse pour le futur. Cette tendance longue n'exclut toutefois ni une grande volatilité ni une recomposition entre les différentes productions. Ce sont des facteurs d'incertitudes pour tous les producteurs.

Un des gros handicaps de l'agriculture française reste ses coûts de production très élevés au regard de ses concurrents étrangers ; cet écart dans les coûts résulte notamment du suréquipement en matériel qui est très

ancien, mais ne se réduit pas². Alors que les machines modernes sont de plus en plus coûteuses, cette lutte contre le suréquipement doit pourtant être une priorité pour tous les agriculteurs : c'est une des conditions pour retrouver la compétitivité de nos produits et notre place sur les marchés intérieurs et extérieurs.

Ce qu'il faut retenir :

Les agriculteurs français doivent être à la fois inquiets et confiants pour l'avenir de leur métier. L'inquiétude est justifiée, car ils devront procéder à d'importants changements dans leurs exploitations et dans leurs modes de production.

Mais ils peuvent également être confiants, parce que les marchés agricoles devraient rester porteurs au cours des prochaines années, qu'aucun gouvernement ne se désintéressera du secteur agroalimentaire, et que l'agriculture française a la capacité de conserver sa place dans le monde.

Pour en savoir plus :

- Jean-Marie SERONIE : *L'agriculture française : une diva à réveiller*, Quae 2014.
- Jean-Louis RASTOIN et Gérard GHERSI : *Le système alimentaire mondial*, Quae 2010.
- Gilles LUNEAU : *Les paysans français face au chaos climatique*, Impacts éditions, 2022



mi-XX^e siècle



XXI^e siècle

² Le suréquipement est en permanence encouragé par les avantages fiscaux obtenus au fil des années. Les machines les plus puissantes et les plus performantes sont très coûteuses, et ne peuvent s'amortir que sur de grandes exploitations. Il est toutefois possible de recourir à des entreprises de travaux agricoles ou à des Cuma. Mais il y a évidemment bien d'autres causes qui expliquent le niveau élevé de nos coûts de production.